

COMMUNIQUE DE PRESSE

« L'Europe sous influence »

Ce jeudi 9 mai 2019 à 18h30, devant la Chambre de Commerce (la Canebière)

Contexte : 26 mai 2019 : Jour de l'élection des députés au Parlement Européen.
9 mai 2019 : JOURNEE de L'EUROPE (date anniversaire de la déclaration de Robert Schuman en 1950)

Actions : A Marseille comme partout en France, sous des formes d'actions diverses, ATTAC attire l'attention des citoyens sur les puissants lobbies en activité à Bruxelles et à Strasbourg pour influencer les institutions Européennes et les représentations des Etats en faveur des intérêts privés des firmes multinationales et contre les biens communs et les intérêts des peuples.

- Environ 25 000 lobbyistes travaillent à Bruxelles ; ces groupes de pression en faveur des intérêts privés dépensent au minimum 1,5 milliard d'euros par an pour influencer les décideurs européens. ONG et Confédérations syndicales de salariés, également comptées parmi les lobbies, n'en représentent qu'une petite minorité et leurs petits moyens sont sans commune mesure avec les ressources déployées par les grands groupes financiers ou regroupements d'entreprises liées par des intérêts communs.
- Des moyens d'action qui détruisent la démocratie :
 - * Influence par l'argent (cadeaux, voyages, cocktails)
 - * Montages de projets de recherche en partenariat public-privé, permettant aux grandes firmes de contrôler les résultats et de les orienter en leur faveur.
 - * Recrutement d'anciens fonctionnaires et parlementaires qui auront leurs entrées dans le système européen pour défendre les intérêts des firmes privées
 - * Fourniture « clés en main » de projets de loi, de directives et d'amendements favorables aux seuls intérêts privés des grands groupes financiers, industriels et commerciaux

A Marseille, ce 9 mai 2019 de 18 h 30 à 19 h, 35 militants d'Attac, soutenus par les voix d'une douzaine de membres de la chorale La lutte enchantée, ont mis en scène des citoyens entravés par les manœuvres mises en place par les lobbies pour contrer leurs aspirations au bien vivre. Ils exigent la transparence des modes de fonctionnement de l'union européenne, des normes strictes de contrôle des lobbies et de leurs accès aux instances de production des règlements et des traités internationaux.

Un mot d'ordre : Des règles pour les multinationales, des droits pour les peuples.